

Il y a eu la Commission Glassco sur l'organisation du gouvernement, par exemple, qui a coûté \$2,791,000. La commission Carter a coûté \$3,350,000, celle sur le pilotage, \$1,500,000. La Commission Laurendeau-Dunton sur le bilinguisme et le biculturalisme a coûté 9 millions de dollars. C'est une des Commissions dont les frais ont été les plus élevés. Mentionnons également la Commission sur les machines agricoles, qui a coûté \$1,500,000, et celle sur la situation de la femme au Canada, qui a coûté \$1,900,000. Nous savions que les femmes avaient des besoins, qu'elles n'étaient pas reconnues à leur juste valeur.

Nous n'avions pas besoin de toutes ces Commissions, et c'est une des raisons pour lesquelles nous ne méritons pas une augmentation d'indemnité. Au fait, nous avons donné aux membres de ces Commissions l'argent qui était réservé à notre augmentation. Nous avons embauché des gars qui gagnaient déjà des salaires extraordinaires, qui étaient très bien rémunérés et, en plus de cela, nous leur avons donné beaucoup d'argent. Voilà où nous n'assumons pas nos responsabilités. Les députés sont élus pour travailler.

Nous avons tous, à mon avis, la même compétence. Parmi les députés, on retrouve des économistes et des avocats. Il en «mouille», des avocats, des professionnels, dans cette enceinte.

Nous avons des comptables parmi les députés, mais cela ne suffit pas. Il faut nommer des commissions et s'assurer les services d'autres gens qu'on prétend plus compétents.

Mais comme nous n'avons pas voulu prendre nos responsabilités, nous ne méritons pas cette augmentation, quoique nous en aurions besoin. Mais faisons «notre job», et nous pourrions ensuite demander une augmentation. La population sera alors heureuse de l'approuver. On exige de meilleurs traitements que le peuple, alors que celui-ci doit se serrer la ceinture. La pauvreté continue ses ravages et le nombre des pauvres s'est accru à un rythme alarmant en dépit des enquêtes et des recommandations de toutes sortes. Les allocations familiales sont restées au même niveau qu'en 1945. L'impôt sur le revenu s'est accru d'une façon décourageante. Les Canadiens perdent confiance devant la montée sans précédent du coût de la vie.

L'augmentation de la gamme salariale d'un grand nombre de fonctionnaires est aussi prévue dans ce bill, et il est inadmissible que nous augmentions notre indemnité dans une économie aussi déséquilibrée.

S'il ne s'agissait que de majorer l'indemnité des députés, cela serait acceptable, mais nous profitons de l'augmentation de l'indemnité parlementaire pour augmenter les traitements des fonctionnaires qui, eux aussi, devraient se serrer la ceinture, car ils reçoivent des rémunérations convenables, compte tenu de la présente situation.

Nous devrions nous opposer à cette augmentation demandée depuis longtemps par les députés. Il est vrai que beaucoup de députés en auraient besoin, mais étant donné que la situation économique est malsaine, serrons-nous aussi la ceinture, corrigeons par tous les moyens possibles la situation économique malsaine dans tous les secteurs de la société, et alors nous serons justifiés de demander une augmentation d'indemnité.

[Mr. Latulippe.]

Face à la hausse du chômage, aux déficits accumulés, aux 40 p. 100 de la population qui ont recours aux allocations de bien-être social, à l'augmentation effarante des dettes, des taxes et des impôts, le droit à la vie est frustré. Les jeunes ne peuvent même plus se loger. Les gens sont incapables de se construire une maison sans «payer le tribut à César» et payer cette maison cinq ou six fois avant de la posséder réellement.

Monsieur l'Orateur, nous, les députés, avons accepté de supprimer les plafonds des taux d'intérêt, et nous payons maintenant les pots cassés. Au lieu de poser des gestes concrets pour le peuple, nous posons des actes contre lui; nous l'exploitons et nous nous faisons les complices de sa misère imméritée. Je m'accuse comme les autres, quoique je ne devrais pas m'accuser, ayant toujours fait mon possible, dans le passé, pour réclamer une correction de l'économie délabrée.

● (3.20 p.m.)

Le droit à la vie est le premier droit du citoyen vivant dans une société civilisée. C'est donc le premier droit que devrait protéger la loi. Il s'agit là d'une question de justice élémentaire pour tous les citoyens, et quand ceux-ci ne sont même plus en mesure de se construire une maison, peut-on dire qu'il a accès à la justice et à la sauvegarde de la personne humaine? Il s'agit plutôt de lois et de règlements dirigés contre le bien-être de la personne humaine et qui ne sauraient que l'exploiter.

La production des biens et services est faite pour les adultes et doit se diviser en consommation et en capitalisation. On a permis la capitalisation à outrance, mais on ne permet pas la consommation. On produit beaucoup plus que l'on ne consomme; on capitalise 25 fois plus qu'on devrait le faire. Et tout cela est reconnu par les députés qui n'ont pas fait leur travail.

Voilà la raison d'être d'une économie bien équilibrée, par de simples moyens ajustés aux faits et aux réalités économiques. Nous n'avons pas ajusté notre économie aux réalités et aux possibilités physiques de notre pays. Nous avons travaillé contre cela; nous avons complètement déséquilibré l'économie. Alors, nous n'avons pas fait notre travail. Nous devrions légiférer pour que les biens et services satisfassent aux besoins de la population, et si nous y parvenions, les citoyens seraient heureux de bien rémunérer leurs serviteurs.

Les services ne satisfont pas à des besoins. Les grands développements, au lieu d'aider la population, au lieu de lui rendre service, l'exploitent. C'est dans ce but que nous avons travaillé, en général, et nous obtenons les résultats que nous méritons.

Les États se doivent de prendre conscience des problèmes nationaux et des conditions essentielles à leur solution. Est-ce que nous avons fait cela? Il faut définir, localiser les problèmes. Nous avons des problèmes qui ont été définis et localisés par des commissions de toutes sortes. Toutes les bonnes recommandations que nous aurions dû faire nous-mêmes mais que nous avons fait faire par d'autres, nous ne les avons pas mises en application. Nous n'avons pas fait notre travail. Plusieurs organismes font des rapports et des enquêtes de toutes sortes pour localiser la pauvreté et le chômage, et nous sommes dans une situation encore pire qu'avant. Le malaise et le mécontentement existent dans tous les milieux. Les députés et les ministres ne semblent pas disposés à assumer leurs responsabilités.